



26 novembre 2025

#DÉCLARATION LIMINAIRE GT Conseil National Action Sociale du 20 novembre

REVUE DES PRESTATIONS

Comme nous l'avons déjà exprimé lors d'autres instances et devant la ministre la semaine dernière, la **CGT Finances** n'accepte pas le PLF, ni le PLFSS.

Ce ne sont pas les dépenses qui sont responsables des déficits mais les abandons de recettes au profit des plus riches.

La **CGT Finances** condamne sans réserve les suppressions d'emplois annoncées pour 2026 : 598 suppressions à Bercy dont 550 à la DGFIP qui s'ajoutent aux dizaines de milliers depuis 20 ans.

Concernant le Groupe de Travail (GT) d'aujourd'hui, vous nous demandez d'arbitrer et de faire des choix afin de justifier les coupes budgétaires dans le budget de l'action sociale ministérielle.

Or, en tant que représentants des personnels élus, contrairement aux ministres qui valsent et qui ne sont pas représentatifs des dernières élections, nous sommes là pour revendiquer des prestations d'action sociale qui répondent aux besoins des agents de ce ministère, qu'ils soient actifs ou pensionnés.

Pour résumer vos propositions :

- > Limiter les subventions versées aux associations d'action sociale (ASF Vacances, ASF Logement, ASF Restauration) : Pour la **CGT Finances**, c'est **NON** !
- > Réduire l'aide aux petites structures de restauration collective : Pour la **CGT Finances**, c'est **NON** !
- > La valeur faciale du Titre restaurant qui n'augmente pas : Pour la **CGT Finances**, c'est **NON** !
- > Moins de constructions de logements sociaux et bientôt plus de trésorerie : Pour la **CGT Finances**, c'est **NON** !
- > Moins d'offre de colonies pour les enfants et plus chères : Pour la **CGT Finances**, c'est **NON** !
- > Moins de réservations de places en crèche : Pour la **CGT Finances**, c'est **NON** !
- > Réduire le montant des chèques famille finances : Pour la **CGT Finances**, c'est **NON** !

La méthode que vous nous proposez n'est pas admissible !

Vous nous demandez, purement et simplement, de collaborer à définir une action sociale « low-cost » au motif d'un équilibre budgétaire qui n'est pas inéluctable. Nous refusons de partager la responsabilité de la liquidation de notre action sociale.

La **CGT Finances** a des propositions concrètes pour se donner un budget à la hauteur d'un pays faisant partie des 7 pays les plus riches du Monde.

Pour la **CGT Finances**, le ministère doit se donner les moyens de déployer une véritable politique sociale envers les agents et les retraités.

C'est pourquoi, nous refusons d'être vos complices et de participer à ce groupe de travail.